



Embargo : 28 avril 2010 à 05 h 00 TU

Index AI : AMR 41/031/2010

EXEMPLES DE CAS

L'HISTOIRE DE MARGARITA



Margarita, 27 ans, et son compagnon Miguel (les prénoms ont été changés) ont quitté le Salvador en octobre 2008, en quête d'une vie meilleure aux États-Unis. Au Salvador, Margarita travaillait dans une usine de vêtements et gagnait cinq dollars par jour, salaire insuffisant pour lui permettre de nourrir ses deux jeunes enfants et de les envoyer à l'école.

À l'image de nombre de migrants d'Amérique centrale, Margarita et Miguel comptaient se rendre aux États-Unis sans papiers d'identité, perchés sur des trains de marchandises qui

les conduiraient à la frontière du Mexique avec ce pays.

Le 5 novembre 2008, alors que Margarita et Miguel voyageaient sur le toit d'un train dans l'État du Chiapas, la locomotive s'est arrêtée inopinément et des fourgons militaires se sont approchés des wagons. Margarita et Miguel ont sauté du train et couru se réfugier dans les broussailles, mais deux soldats armés les ont rattrapés.

En juin 2009, Margarita a rencontré des délégués d'Amnesty International et leur a raconté son expérience :

« Vous ne pouvez pas vous imaginer que vos rêves peuvent s'envoler en un instant au cours de ce voyage. Le soldat m'a attrapée par la main et m'a dit d'avancer dans les broussailles, tout en braquant son arme sur moi. Il m'a conduite loin de la ligne de chemin de fer, à un endroit où nous étions complètement seuls. Il m'a demandé d'enlever mes vêtements pour voir si je dissimulais des stupéfiants. Il a dit que si je faisais ce qu'il me demandait il me laisserait partir. »

Margarita a indiqué à Amnesty International que le soldat l'avait finalement laissée partir et qu'elle n'avait pas été violée. Malheureusement, l'organisation a reçu à plusieurs reprises des informations selon lesquelles les migrantes sont fréquemment victimes de viols, perpétrés notamment par des groupes de criminels au Mexique. Les responsables présumés de ces crimes ne sont que très rarement amenés à répondre de leurs actes.

LE PÈRE SOLALINDE



« Le plus grand problème auquel je suis confronté en permanence, ce sont les actes d'intimidation, de harcèlement et d'irrespect de la part de gens qui ne veulent pas que je poursuive mon travail d'aide aux migrants. De nombreuses autorités locales, des bandes criminelles, des trafiquants de drogue veulent se débarrasser des défenseurs des droits humains – ils croient que nous nous mettons en travers de leur chemin, parce qu'ils n'ont pas de fortes valeurs à porter, ne savent pas ce qu'est la foi, ni ce que sont les droits humains. En dépit de tout ce qu'ils font pour nous empêcher de

poursuivre notre travail, nous devons persévérer. » (Père Solalinde, octobre 2009)

En janvier 2007, la police de l'État d'Oaxaca aurait interpellé 12 migrants – quatre enfants, trois femmes et cinq hommes – et les aurait contraints à descendre du train à Ciudad Ixtepec (État d'Oaxaca). Le commandant de la police judiciaire de l'État figurait parmi les policiers présents. D'autres migrants qui avaient assisté à la scène ont informé le père Alejandro Solalinde Guerra, qui gère le refuge de migrants du village (Hermanos en el Camino).

Ce dernier, sachant qu'un système d'enlèvements avait été mis en place et que des agents de police remettaient des migrants aux bandes criminelles, a contacté la presse. Il a transmis l'information à deux journalistes travaillant pour des journaux nationaux qui l'ont ensuite accompagné, lui et un groupe de 40 migrants, pour inspecter les locaux où ils pensaient que des migrants étaient retenus par une bande criminelle. Dans l'une des maisons, le groupe a trouvé des traces du séjour très récent des migrants, notamment des bordereaux internationaux de virements, des vêtements et un téléphone portable. Toutefois, lorsque la police municipale est arrivée, elle n'a pas préservé la scène de crime ; au contraire, elle a appréhendé le père Solalinde ainsi que 18 migrants guatémaltèques qui se trouvaient avec lui. Des policiers ont tiré plusieurs fois en l'air et fait usage d'une force excessive pour les arrêter, rouant de coups au moins neuf migrants. Le père Solalinde a été libéré sans inculpation après avoir passé quatre heures en prison. Les migrants n'ont pas été inculpés non plus mais ont immédiatement fait l'objet de procédures de reconduite à la frontière par l'Institut national des migrations (INM).

Au cours des dernières années, le père Alejandro Solalinde a publiquement condamné le traitement que les autorités mexicaines réservent aux migrants se trouvant en situation irrégulière et s'est ainsi de plus en plus exposé aux menaces et aux actes d'intimidation.

JANVIER 2010, CIUDAD IXTEPEC



Le 23 janvier 2010, trois véhicules de la police fédérale ont arrêté un train de marchandises à bord duquel se trouvaient une centaine de migrants en situation irrégulière. Le train venait d'Arriaga (État du Chiapas) et se dirigeait vers Ciudad Ixtepec (État d'Oaxaca). Selon plusieurs migrants, des policiers armés et en uniforme ont obligé les migrants à descendre du train et à s'allonger face contre terre avant de leur voler leurs effets personnels. Les policiers ont laissé les migrants partir après avoir fouillé leurs affaires et leur avoir dit que s'ils ne poursuivaient pas leur chemin à pied en suivant la voie ferrée, ils seraient tués.

Plus tard cette nuit-là, alors que les migrants longeaient la voie ferrée, plusieurs d'entre eux ont été attaqués par des bandes criminelles qui en ont tué au moins un et ont violé une des femmes.

Veronica et son oncle Ricardo (les prénoms ont été changés) marchaient avec un groupe de migrants quand ils ont été abordés par deux hommes armés de pistolets et de machettes. Ces derniers ont forcé les migrants à s'allonger par terre, en blessant plusieurs avec leurs machettes, ont volé tout l'argent qu'ils avaient sur eux et les ont obligés à ôter la plupart de leurs vêtements. L'un des hommes a attrapé Veronica et l'a déshabillée entièrement. Il lui a dit de ne pas se débattre, sans quoi il la tuerait, puis il l'a violée au bord de la voie devant le groupe de migrants. Lorsqu'il a terminé, l'autre homme armé l'a également violée. Ils ont menacé de tuer les migrants s'ils portaient plainte contre eux.

Un autre groupe de migrants, dans lequel se trouvaient Josefina et son compagnon Alejandro (les prénoms ont été changés), a été arrêté par deux hommes armés qui ont volé tout leur argent et jeté leurs sacs à dos dans les broussailles près de la voie ferrée. Ils ont ensuite laissé les migrants partir. Un peu plus tard, Alejandro et trois autres migrants ont décidé de retourner sur les lieux de l'attaque pour récupérer leurs sacs à dos. Alors qu'elle attendait que son compagnon revienne avec leur sac à dos, Josefina a entendu plusieurs coups de feu. Un migrant qui a réussi à s'échapper lui a ensuite annoncé que trois migrants, dont Alejandro, avaient été tués par les hommes armés.

Les rescapés ont réussi à marcher jusqu'à Ciudad Ixtepec, où les personnes du refuge de migrants les ont aidés à porter plainte et à se faire soigner.

Trois jours plus tard, plusieurs migrants sont retournés sur les lieux du crime avec des défenseurs des droits des migrants et des responsables de l'État d'Oaxaca, pour tenter d'identifier des membres de la bande criminelle qui les avait attaqués. Deux suspects ont été arrêtés. Alors qu'ils quittaient les lieux, ils ont été appréhendés par la police fédérale et des membres de l'armée qui ont prétendu que cette affaire relevait de leur compétence et ont essayé d'emmener les suspects. Pendant que les représentants fédéraux et ceux de l'État discutaient pour décider qui devait emmener les suspects, un témoin a reconnu deux membres de la police fédérale qui avaient arrêté le train et volé et menacé les migrants. Bien que le père Solalinde ait fait part de cette identification aux représentants fédéraux et à ceux de l'État, rien n'a été fait et on a menacé de l'arrêter. Une plainte a ensuite été déposée, faisant état de l'identification des membres de la police fédérale. Toutefois, au moment de la rédaction du présent document, aucune des victimes n'avait été interrogée et personne ne leur avait demandé d'identifier les policiers impliqués.